



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 14, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Sept jours après la dissolution du CPT, Haïti fait face à une double crise sécuritaire alors que les gangs Viv Ansanm ont incendié des maisons de fermiers à Kenscoff le 13 février tandis que les opérations d'enlèvement contre rançon augmentent à Port-au-Prince ciblant les professionnels. Le PM Fils-Aimé a exercé sa première autorité de nomination municipale en installant une nouvelle commission de Port-au-Prince mais le dialogue politique reste gelé depuis le 7 février. La PNH a étendu l'Opération San Kanpe ciblant le dégagement des routes tandis que la juge américaine Reyes a refusé la suspension de la résiliation du TPS protégeant 350 000 Haïtiens. Le Carnaval 2026 se déroule de manière décentralisée dans plusieurs villes évitant les risques de concentration sécuritaire à Port-au-Prince.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le corridor de Kenscoff compromis par des incendies de gangs ciblant les fermiers perturbant la seule route logistique vers le sud d'Haïti.

Le modèle d'enlèvement contre rançon revient avec un professeur d'université secouru et des professionnels de classe moyenne ciblés.

Le dialogue politique au point mort malgré les appels internationaux pour des mécanismes de consultation inclusifs.

Les protections TPS sécurisées pour 350 000 bénéficiaires haïtiens maintenant les flux de transferts de fonds.

Le Carnaval 2026 décentralisé distribue les exigences de sécurité à travers les municipalités évitant la concentration dans la capitale.

DÉVELOPPEMENT 1: L'ESCALADE DES INCENDIES DE GANGS À KENSCOFF MENACE LE CORRIDOR LOGISTIQUE CRITIQUE VERS LE SUD

Les gangs de la coalition Viv Ansanm ont incendié plusieurs maisons de fermiers à Kenscoff le 13 février marquant la septième phase d'attaque majeure depuis le 27 janvier 2025 ciblant la seule route viable reliant Port-au-Prince à Jacmel et aux départements du sud. Télé Haïti et Pacific ont confirmé que les malfrats ont mené des opérations d'incendie coordonnées contre les communautés agricoles tout en maintenant des points de contrôle à Kajak contrôlant la route réhabilitée de Kenscoff. La campagne soutenue fait suite à une attaque du 30 janvier 2026 tuant au moins dix personnes incluant trois membres de patrouilles communautaires et un nourrisson de trois mois démontrant une violence croissante contre les populations civiles.

Le corridor de Kenscoff représente une infrastructure stratégique critique car le contrôle des gangs sur les Routes Nationales 1, 2 et 3 laisse cette route de montagne comme l'alternative principale pour les organisations humanitaires et les opérateurs commerciaux accédant aux

départements du Sud et du Sud-Est. Les gangs Grand Ravine, Ti Bois, Village de Dieu et 400 Mawozo ont systématiquement ciblé ce corridor tuant des centaines et déplaçant des milliers tout en établissant des mécanismes de contrôle territorial. L'attaque du 13 février a spécifiquement ciblé les fermiers suggérant des tactiques de guerre économique visant la perturbation de la sécurité alimentaire au-delà des objectifs purs d'acquisition territoriale.

L'IRC rapporte un financement humanitaire à seulement 3,4 pour cent des besoins tandis que 1,4 million de personnes restent déplacées dont plus de la moitié sont des enfants nécessitant un accès aux départements du sud pour la distribution de l'aide. Le Programme Alimentaire Mondial estime que la moitié de la population fait face à une faim de niveau critique rendant la fonctionnalité de la route de Kenscoff essentielle pour les opérations de prévention de la famine. Le système de points de contrôle des gangs à Kajak permet la génération de revenus d'extorsion tout en contrôlant le mouvement des biens et des fournitures humanitaires créant des effets composés sur des conditions d'insécurité alimentaire déjà sévères.

Les implications opérationnelles s'étendent au-delà des préoccupations de sécurité immédiate car les entreprises maintenant des opérations dans le sud d'Haïti font face à une perturbation de la chaîne logistique nécessitant soit un transport aérien à des coûts prohibitifs soit l'acceptation de la taxation des gangs à travers les systèmes de points de contrôle. Le ciblage des fermiers spécifiquement signale l'intention des gangs de contrôler les réseaux de production et de distribution agricoles plutôt qu'une simple dominance territoriale créant des scénarios d'armement alimentaire.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le corridor de Kenscoff a gagné une importance stratégique suite à la saisie par les gangs des routes nationales majeures commençant en 2021 avec l'expansion systématique du contrôle de la coalition Viv Ansanm sur les routes artérielles de Port-au-Prince rendant les passages de montagne la seule alternative pour l'accès au sud.

POINTS DE DISCUSSION

Kenscoff représente la seule route terrestre viable vers le sud d'Haïti suite au contrôle des gangs du réseau routier national.

La septième phase d'attaque depuis janvier 2025 démontre une campagne soutenue pas de violence opportuniste.

Le ciblage des fermiers suggère une stratégie d'armement alimentaire au-delà des objectifs de contrôle territorial.

Les opérations humanitaires font face à une perturbation logistique critique affectant 1,4 million de personnes déplacées.

Le système de points de contrôle à Kajak permet la génération de revenus des gangs à travers un modèle de taxation par extorsion.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Déployer les forces de réaction rapide de la PNH à Kenscoff établissant une présence de sécurité permanente au point de contrôle de Kajak.

Coordonner le déploiement de la GSF priorisant la protection du corridor de Kenscoff comme objectif d'infrastructure critique.

Activer les protocoles de chaîne d'approvisionnement aérienne pour les opérations humanitaires des départements du sud jusqu'à la restauration de la sécurité terrestre.

Établir des mécanismes de protection des fermiers incluant le soutien aux patrouilles communautaires et les procédures d'évacuation d'urgence.

Évaluer les routes d'accès alternatives vers le sud à travers les passages frontaliers de la République Dominicaine comme option de contingence.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: IMPASSE DU DIALOGUE POLITIQUE MALGRÉ LES SIGNAUX DE NORMALISATION GOUVERNEMENTALE DE FILS-AIMÉ

Le dialogue politique reste gelé depuis le 7 février contredisant les appels internationaux de l'OEA, la BINUH, la France et le Canada pour une consultation inter-haïtienne inclusive malgré la démonstration par le PM Fils-Aimé de sa capacité exécutive à travers les premières nominations municipales sous autorité unique. Le Nouvelliste a rapporté que le paysage politique haïtien apparaît gelé dans l'immobilité avec les propositions de sorties de crise repoussées à l'arrière-plan tandis que le Ministre de l'Intérieur Paul Antoine Bien-Aimé a présidé l'installation de la nouvelle Commission Municipale de Port-au-Prince nommée par décret du 7 février. L'ancien Ministre de la Justice Michel Brunache a fourni une analyse du cadre juridique déclarant que ce n'est pas le moment pour le partage du gâteau tout en exposant la base juridique pour la continuité exécutive sous le Conseil des ministres signalant le soutien juridique de l'établissement.

L'installation de la commission municipale représente un signal de gouvernance significatif comme premières nouvelles nominations locales sous l'autorité exécutive unique de Fils-Aimé démontrant la capacité d'exercer des pouvoirs de gouvernance municipale sans les contraintes

de prise de décision collective du CPT. L'éditorial de première page du Nouvelliste a noté que le PM Fils-Aimé a maintenant pleins pouvoirs et un soutien américain massif faisant face à des choix à effet de test signalant les attentes des élites pour des livrables de gouvernance concrets au-delà des opérations du domaine de sécurité. Le mécanisme de nomination par décret établit un précédent pour l'action exécutive unilatérale sur les structures de gouvernance sous-nationales s'étendant potentiellement à d'autres juridictions municipales.

Le gel du dialogue crée une déconnexion préoccupante entre la messagerie de la communauté internationale mettant l'accent sur le processus politique inclusif et la réalité au niveau du terrain où aucun mécanisme de consultation visible n'opère. L'annonce de l'ULCC d'enquêter sur les anciens conseillers du CPT au-delà des déclarations de patrimoine avec un délai de 30 jours ajoute une pression de responsabilité mais ne substitue pas à la construction de consensus politique tourné vers l'avenir sur l'exécution du calendrier électoral. Le calendrier publié du CEP maintient le premier tour du 30 août et le second tour du 6 décembre avec l'inauguration du 7 février 2027 mais conditionne la mise en uvre à la sécurité nécessaire pour le vote à l'échelle nationale sans mises à jour sur l'état de préparation ou les lacunes de financement.

L'absence de mécanismes de dialogue soulève des questions sur les fondements de légitimité électorale car le CEP nécessite une adhésion politique large pour les processus d'enregistrement des candidats commençant par les exigences de conformité de 30 pour cent de candidates femmes. Sans forums de consultation actifs les acteurs politiques manquent de canaux pour négocier les différends du cadre électoral créant des risques de boycotts en gros ou de revendications de légitimité contestée indépendamment de la qualité d'exécution technique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a opéré comme exécutif collectif d'avril 2024 jusqu'au 7 février 2026 avec une présidence tournante créant des contraintes de prise de décision partagée que le modèle de gouvernance de Fils-Aimé rejette explicitement à travers l'autorité de décret unilatéral.

POINTS DE DISCUSSION

Le dialogue politique gelé depuis le 7 février malgré les appels internationaux pour des mécanismes de consultation inclusifs.

Fils-Aimé a installé la première commission municipale par décret démontrant la capacité exécutive unilatérale.

L'analyse juridique de Michel Brunache fournit un soutien de l'établissement mais pas une large légitimité politique.

Aucun canal visible pour les acteurs politiques pour négocier les différends du cadre électoral. Le calendrier électoral maintient l'inauguration du 7 février 2027 mais manque de fondation de

consensus.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Établir un cadre de dialogue limité dans le temps avec des livrables concrets avant les échéances de préparation électorale de juin 2026.

Créer un mécanisme de consultation formel incluant les partis d'opposition les représentants de la société civile et du secteur privé.

Publier les critères de nomination municipale et le processus de sélection augmentant la transparence de la gouvernance.

Coordonner la pression internationale pour un processus politique inclusif à travers une messagerie diplomatique unifiée.

Lier l'exécution du calendrier électoral à des jalons de dialogue mesurables empêchant le processus technique sans légitimité.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports des médias officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: LA MONTÉE DES ENLÈVEMENTS CONTRE RANÇON SIGNALE L'ÉVOLUTION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DES GANGS

Port-au-Prince fait face à une vague croissante d'enlèvements contre rançon avec la PNH déjouant une tentative d'enlèvement à Delmas 75 le 11 février secourant un professeur d'université tandis que les kidnappeurs ont fui sous les tirs de la police laissant au moins un kidnappeur présumé tué mais confirmant au moins un enlèvement réussi ailleurs. Le rapport du Nouvelliste signale une escalade significative représentant le retour au modèle systématique d'enlèvement contre rançon qui avait partiellement diminué pendant la période intense de guerre territoriale des gangs avec le ciblage du professeur d'université indiquant la sélection de professionnels de classe moyenne plutôt qu'un focus purement sur l'élite riche.

La montée des enlèvements représente une évolution tactique de la guerre territoriale vers l'extraction économique alors que les gangs maintiennent le contrôle territorial tout en diversifiant les flux de revenus au-delà de l'extorsion aux points de contrôle et la saisie immobilière. Le témoignage au Sénat de Wooster le 10 février a confirmé que les gangs génèrent 60 à 75 millions de dollars annuellement des opérations d'extorsion avec l'enlèvement fournissant des transactions individuelles de haute valeur complétant les modèles de taxation systématiques. Le ciblage des professionnels suggère une segmentation délibérée du marché identifiant des

victimes avec une capacité de paiement de rançon mais une protection de sécurité insuffisante créant des profils optimaux risque-récompense.

La réponse de la PNH à Delmas 75 démontre une certaine efficacité tactique avec une intervention rapide empêchant l'achèvement et secourant la cible mais l'enlèvement réussi simultanément ailleurs indique des contraintes de ressources empêchant une couverture de protection complète. Le Commandant par intérim Vladimir Paraison a étendu l'Opération San Kanpe concentrée sur Croix-des-Bouquets, Tabarre et le centre de Port-au-Prince mais les opérations d'enlèvement peuvent se déplacer géographiquement plus rapidement que les opérations de dégagement de zone n'établissent un contrôle permanent créant des zones de vulnérabilité persistantes.

Le retour au ciblage professionnel crée un impact opérationnel direct sur la continuité des affaires car les entreprises font face à des coûts de sécurité des employés et une perte potentielle de personnel soit par des enlèvements réussis soit par des décisions de départ préventif. Les marchés d'assurance peuvent répondre avec des exclusions de couverture ou des augmentations de primes prohibitives pour les opérations en Haïti aggravant la détérioration de l'environnement des affaires. L'impact psychologique s'étend au-delà des victimes directes car les professionnels de classe moyenne réévaluent leur tolérance au risque personnel accélérant potentiellement les dynamiques de fuite des cerveaux.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'enlèvement contre rançon représentait le modèle de revenu dominant des gangs de 2018 à 2021 avant de passer à la guerre territoriale et la taxation aux points de contrôle suite à la consolidation de la fédération des gangs sous les structures de coalition G9 et Viv Ansanm.

POINTS DE DISCUSSION

Le ciblage du professeur d'université signale un focus sur les professionnels de classe moyenne pas purement la concentration de richesse de l'élite.

La montée des enlèvements représente la diversification économique des gangs au-delà des revenus de contrôle territorial.

La PNH a démontré une capacité de réponse tactique mais manque de ressources pour une couverture de protection complète.

Les opérations des affaires font face à un impact de sécurité des employés direct affectant la continuité opérationnelle.

Les effets psychologiques peuvent accélérer les décisions d'émigration des professionnels aggravant les dynamiques de fuite des cerveaux.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Mettre en œuvre des protocoles de protection exécutive pour les catégories professionnelles à haut risque incluant les secteurs médical et éducatif.

Établir des unités de réponse rapide aux enlèvements dans tous les districts de police de Port-au-Prince.

Créer un mécanisme de coordination de sécurité des affaires partageant les renseignements sur les menaces et les mesures de protection.

Activer l'engagement de l'industrie de l'assurance empêchant les exclusions de couverture en gros qui paralyseraient les opérations.

Déployer des unités en civil dans les districts professionnels dissuadant les opérations de reconnaissance d'enlèvement.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: LA PROTECTION LÉGALE DU TPS MAINTENUE SÉCURISANT L'INFRASTRUCTURE DE TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA

La juge Ana Reyes a refusé la demande de suspension de l'administration Trump le 12 février maintenant les protections TPS actives pour plus de 350 000 Haïtiens aux États-Unis tout en lisant les menaces de mort reçues en audience publique dénonçant les tentatives d'intimidation et maintenant le blocage antérieur de la tentative de l'administration de mettre fin au programme. Le DHS a admis posséder les adresses des détenteurs de TPS à Springfield Ohio soulevant des craintes d'opérations de déportation mais la décision actuelle empêche les actions d'application immédiates préservant le statut légal et l'autorisation de travail pour les bénéficiaires.

L'intervention judiciaire maintient une bouée de sauvetage économique critique car les détenteurs de TPS représentent une portion substantielle des flux de transferts de fonds vers Haïti soutenant les familles et les économies locales pendant la période de crise aiguë.

Le refus de suspension crée une stabilité temporaire mais ne résout pas le défi juridique sous-jacent car l'administration Trump peut escalader vers des tribunaux supérieurs atteignant potentiellement le niveau de la Cour Suprême créant une période d'incertitude prolongée. L'admission de la base de données d'adresses du DHS signale la préparation d'infrastructure d'application qui pourrait s'activer rapidement si les protections juridiques tombent éventuellement créant des exigences de planification de contingence pour des scénarios de retour massif. Le chiffre de 350 000 représente une population substantielle qui submergerait la capacité étatique

haïtienne déjà effondrée si des retours forcés se produisaient créant une catastrophe humanitaire aggravant la crise de déplacement existante.

Les flux de transferts de fonds des détenteurs de TPS fournissent un soutien essentiel en devises fortes et à la consommation avec les données de la Banque Mondiale montrant que les transferts de fonds représentent historiquement un pourcentage significatif du PIB pour Haïti rendant une perturbation soudaine économiquement dévastatrice. La connexion de la diaspora s'étend au-delà des purs transferts financiers car les détenteurs de TPS maintiennent des réseaux familiaux, investissent dans les petites entreprises et financent l'éducation créant des effets multiplicateurs à travers la société haïtienne. La perte de cette population éliminerait non seulement les flux de transferts de fonds mais aussi le potentiel de main-d'uvre qualifiée pour les initiatives éventuelles de reconstruction et de développement.

La divulgation d'adresses de Springfield Ohio soulève spécifiquement des préoccupations sur les opérations d'application ciblées dans les zones avec des populations haïtiennes concentrées créant potentiellement des effets de démonstration destinés à encourager le départ volontaire. Les dynamiques politiques autour de l'application de l'immigration suggèrent que l'administration peut poursuivre des opérations à haute visibilité indépendamment du résultat juridique ultime créant un climat de peur affectant le comportement économique même sans que des déportations réelles se produisent à grande échelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

La désignation TPS pour Haïti date du tremblement de terre de 2010 avec de multiples extensions à travers des administrations successives créant un cadre de protection établi que l'administration actuelle cherche à mettre fin dans le cadre d'une politique plus large d'application de l'immigration.

POINTS DE DISCUSSION

Les protections TPS maintenues pour 350 000 Haïtiens préservant le statut légal et l'autorisation de travail.

La juge Reyes a refusé la demande de suspension malgré les menaces de mort démontrant l'indépendance judiciaire.

La base de données d'adresses du DHS signale la capacité de préparation d'application si les protections juridiques tombent éventuellement.

Les flux de transferts de fonds représentent une bouée de sauvetage économique critique pendant la période de crise aiguë.

Un scénario de retour massif submergerait la capacité étatique effondrée créant une catastrophe humanitaire.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Activer la planification de contingence pour des scénarios potentiels de retour massif incluant la capacité de réception et l'absorption économique.

Établir un mécanisme de coordination de la diaspora maintenant les connexions des détenteurs de TPS indépendamment du résultat juridique.

Documenter les dépendances des flux de transferts de fonds identifiant les secteurs économiques critiques dépendant du soutien de la diaspora.

Coordonner la messagerie internationale mettant l'accent sur les implications humanitaires des retours forcés pendant la crise.

Développer des programmes d'incitation au retour volontaire comme alternative aux opérations potentielles de déportation forcée.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les dossiers judiciaires officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Déploiement de réponse de la PNH et de la GSF au corridor de Kenscoff suite aux incendies de fermiers du 13 février indiquant la priorisation des forces de sécurité de l'infrastructure logistique critique. Incidents de sécurité des Jours Gras du Carnaval à travers les emplacements d'événements décentralisés à Jacmel, Fort-Liberté et d'autres municipalités testant la capacité de sécurité distribuée pendant les célébrations culturelles de haut profil. Surveillance de la trajectoire d'escalade des enlèvements pour déterminer si l'intervention de la PNH à Delmas 75 crée un effet dissuasif ou un déplacement vers d'autres districts de Port-au-Prince.

CETTE SEMAINE

Signaux de redémarrage du dialogue politique de l'administration Fils-Aimé ou des acteurs internationaux indiquant un mouvement vers des mécanismes de consultation inclusifs avant les échéances de préparation électorale. Compte à rebours de l'échéance de déclaration de patrimoine de l'ULCC pour les anciens membres du CPT approchant la limite de 30 jours créant une pression de responsabilité et des actions juridiques potentielles. Surveillance de l'escalade du défi juridique du TPS pour déterminer si l'administration Trump fait appel à des tribunaux

supérieurs prolongeant la période d'incertitude pour 350 000 bénéficiaires.

HORIZON STRATÉGIQUE

Clarification du calendrier de déploiement de la GSF avec des indicateurs concrets de préparation opérationnelle et des priorités de déploiement géographique affectant les dynamiques de contrôle territorial des gangs. Jalons d'exécution du calendrier électoral particulièrement l'activation de l'infrastructure d'enregistrement des électeurs initialement prévue en novembre 2025 mais significativement retardée. Résolution de l'écart de financement du CEP nécessaire pour la mise en uvre du premier tour du 30 août incluant l'évaluation des conditions de sécurité pour la faisabilité du vote à l'échelle nationale.

SOURCES PRIMAIRES

Couverture du Nouvelliste de la vague d'enlèvements de Port-au-Prince et du gel du dialogue politique 12-13 février 2026

Confirmation de Télé Haïti et Pacific des attaques d'incendies de gangs à Kenscoff 13 février 2026

Rapport flash de la MINUSCA sur les schémas d'attaque de gangs du corridor de Kenscoff janvier-février 2026

Reportage AP sur la documentation de recrutement d'enfants de l'UNICEF et la décision judiciaire TPS 11-12 février 2026

Couverture de US News du refus de suspension TPS de la juge Reyes et de la divulgation d'adresses de Springfield par le DHS 12 février 2026

Témoignage du Comité des Relations Étrangères du Sénat par Wooster sur l'équilibre des forces des gangs en Haïti 10 février 2026

Évaluation de l'Impact des Communautés Résilientes de la Banque Mondiale sur les pertes économiques d'Haïti 2019-2025

Analyse de financement humanitaire de l'IRC et statistiques de déplacement février 2026

Annonce du Ministère de la Culture et de la Communication de la décentralisation du Carnaval 2026 13 février 2026

Reportage de HaitiLibre sur l'expansion de l'Opération San Kanpe de la PNH et la réouverture du sous-commissariat de l'aéroport février 2026

Signature du protocole stratégique entre l'Université d'État d'Haïti et Expertise France 11 février 2026

Analyse du Nouvelliste sur la corrélation entre l'effondrement économique et la violence février 2026

Couverture de Juno7 de l'installation de la commission municipale du PM Fils-Aimé 13 février 2026

Analyse du cadre juridique de Michel Brunache de la continuité exécutive post-CPT février 2026

Calendrier électoral publié du CEP avec premier tour du 30 août et calendrier d'inauguration du 7 février 2027